



MOBILISATION DU 8 NOVEMBRE 2016

La FNPOS-CGT remercie ses syndicats et l'ensemble des salariés qui se sont mobilisés le 8 novembre contre le Projet 2017 de Loi de Financement de la Sécurité sociale.

Par des grèves, des arrêts de travail, par la participation aux manifestations dans tout le territoire, les salariés de la Sécurité sociale ont démontré leur volonté de mettre un coup d'arrêt à cette politique mortifère de destruction de notre système de protection sociale.

Ils et elles ont également démontré leur refus de cette politique austéraitre qui détruit des milliers d'emplois dans la Sécurité sociale et bloque les salaires depuis plusieurs années.

La Fédération, reçue au Ministère de la Santé et des Affaires sociales dans le cadre de cette mobilisation, a clairement dénoncé les conséquences de cette politique qui conduit dans l'ensemble des organismes à une situation dramatique pour les salariés et les assurés sociaux. Les mutualisations, les fusions sont la seule et unique réponse apportée par le Ministère aux ravages créés par les destructions d'emplois.

Les Fédérations FNPOS CGT et FEC FO ont demandé le retrait de la lettre de cadrage budgétaire des Ministères des Affaires sociales et du Budget qui impose un taux d'évolution des salaires à un niveau historiquement bas, revendiquant une augmentation des rémunérations à minima de 7%.

Celle-ci correspond à la perte de pouvoir d'achat subie par les salariés de la Sécurité sociale depuis le blocage de la valeur du point en 2010. En 6 ans, les salariés ont perdu de l'argent alors que dans le même temps, les gains de productivité augmentaient largement.

Alors oui, les salariés de la Sécurité sociale ne peuvent se contenter des miettes que leur accordera peut être généreusement le Ministère. Leur engagement, la qualité de leur travail dans une situation de plus en plus difficile méritent autre chose que quelques euros supplémentaires par mois.

Alors oui, les salariés de la Sécurité sociale exigent l'arrêt des suppressions d'emplois et des embauches en CDI et sous Convention collective leur permettant de faire face à leurs missions.

Ils l'ont dit le 8 novembre, ils le rediront encore plus fort dans les semaines qui viennent !

Communiqué